

Darya Safai (N-VA)

«La liberté religieuse ne peut pas être supérieure à la loi»

LES PHRASES CLÉS

«Je n'accepterai jamais d'être instrumentalisée par qui que ce soit. La N-VA me veut pour ce que je suis.»

«Il faut protéger nos jeunes et éviter qu'ils se discriminent pour affirmer leur identité.»

«Ce n'est pas possible d'accepter tout le monde, il faut réfléchir à un modèle d'immigration choisie, en fonction des besoins du pays.»

INTERVIEW CAROLINE AZAD

Nouvelle recrue de la N-VA pour les élections fédérales de 2019, Darya Safai semble être l'alibi idéal des nationalistes flamands: féministe, iranienne d'origine, elle milite contre «l'influence de l'islamisme et de ses symboles» au sein de la société.

À deux pas des tumultes de la ville et des polémiques enduites de «vaseline», Darya (la mer, en persan) nous reçoit dans sa villa à Wemmel. Le regard est sûr. La féminité est assumée, valorisée, exploitée à dessein. Officiellement recrutée en politique depuis seulement six mois, cette dentiste quadrilingue de 43 ans en maîtrise déjà les codes et répète à qui veut l'entendre qu'elle ne fait pas office d'alibi pour la N-VA: seul son parcours personnel détermine et légitime son engagement politique. «Je n'accepterai jamais d'être instrumentalisée par qui que ce soit. La N-VA me veut pour ce que je suis, c'est un parti qui fait de la place à des gens comme moi.»

«L'islamisme abîme et déchire»

L'ambition et l'intransigeance sont manifestes: «En tant que victime de l'islamisme, je veux défendre et promouvoir les droits des femmes. L'islamisme abîme et déchire notre société, les gens ne se comprennent plus mais ils doivent pourtant travailler main dans la main pour se rassembler autour d'une identité commune basée sur nos acquis. Le ton est donné. À grand renfort de poncifs et de concepts aseptisés, certes, mais néanmoins lourd de sens et d'intentions.

Darya Safai est en dernière année de dentisterie à l'université de Téhéran lorsqu'elle participe à la vague de manifestations estudiantines qui secouent la République islamique en 1999, «j'ai été arrêtée et mise en prison pendant 24 jours en cellule d'isolement». Libérée sous caution, elle n'attend pas le jugement de la cour – qui la condamnera finalement à deux ans de prison ferme – et décide de quitter l'Iran avec son mari.

Un an et des péripéties plus tard, l'arrivée du couple en Belgique aurait été facilitée, entre autres, par quelques personnalités influentes de la diaspora iranienne (à l'instar de l'ancien président Abolhassan Bani Sadr,

en exil à Paris depuis 1981). Trois ans plus tard, en 2003, Darya Safai est naturalisée Belge. «Je n'ai jamais eu le statut de réfugiée, mais je fais partie de ces gens dont la vie était en danger», affirme-t-elle.

«Je ne me considère pas comme une étrangère, je me sens chez moi ici. Quand tu te lances, tu te dois de te battre pour réussir, apprendre la langue et le règlement d'ordre intérieur de la maison. La réussite est l'une des meilleures façons de combattre le racisme (...) Même après trois générations, certains se considèrent toujours comme des étrangers. Pourtant la Belgique est leur pays, ils ont des droits, mais aussi des devoirs envers leur pays.»

«Légiférer sur le voile»

Venant d'une membre d'un parti qui place l'instauration d'une République de Flandre indépendante en tête de ses statuts, on l'interroge sur ce que signifie pour elle «pays» et «identité commune». En vain.

On passe alors à la question du voile, au cœur du débat public et foyer du racolage électoral tous azimuts. «J'ai des patientes qui sont couvertes d'un voile de la tête aux pieds dès l'âge de 6 ans! Comment cela peut-il exister dans un pays où l'égalité entre les genres est inscrite dans la loi?», s'indigne-t-elle.

Et de tacler la gauche: «Catherine Moureaux (PS) a déclaré au sujet du voile qu'il était 'compatible avec l'égalité hommes-femmes' et qu'on ne pouvait pas 'imposer l'égalité comme nous la voyons' (lire L'Echo du 6 juin). C'est inacceptable! C'est une sorte de racisme de croire que les Belges d'origine étrangère ne comprennent pas l'égalité comme 'nous' la voyons.

Quelqu'un qui dit cela ne croit pas aux valeurs universelles. Il ne s'agit pas d'imposer, mais de défendre nos valeurs!»

Faut-il donc légiférer sur le voile? «C'est très important de le faire!», lâche-t-elle.

Avant de préciser, prudente, qu'il «faut d'abord y réfléchir et en débattre de façon démocratique.»

En parlant de démocratie, pourquoi des jeunes filles ne pourraient-elles pas avoir le droit de porter le voile? «Je n'ai pas dit qu'elles n'avaient pas le droit, je dis parlons-en. Je leur demande pourquoi elles veulent porter un symbole de discrimination. Si tu fais cela, ça veut dire que tu reconnais ta faiblesse, ton infériorité. Comme les autres religions, l'islam est un système patriarcal, on ne peut pas nier ça. Si le voile n'est pas un symbole de discrimination, pourquoi les hommes ne le portent-ils pas?»

Sur le long terme, Darya Safai soutient un travail de conscientisation au sein des écoles. «On doit apprendre aux enfants à aimer leur pays et ses valeurs, leur enseigner un regard critique, leur expliquer ce qu'il y a derrière le voile: une discrimination basée sur le genre. Si un travail est fait dès l'enfance, la proportion de filles qui décident de le porter diminuera à l'avenir (...) Il faut protéger nos jeunes et éviter qu'ils se discriminent pour affirmer leur identité. Le voile n'est pas un innocent bout de tissu pour les femmes, c'est la porte ouverte à d'autres discriminations.»

Ce discours ne risque-t-il pas de stigmatiser davantage la communauté musulmane? «Je ne stigmatise personne. La communauté musulmane n'est pas homogène. Tu peux être musulman sans faire ce que le Coran, la

sharia, te demande de faire vis-à-vis des femmes, c'est ça que je dis. Il y a plusieurs façons de vivre sa religion mais jusqu'à quel extrême va-t-on?» Elle poursuit: «Tu es libre d'avoir ta spiritualité mais ça doit rester dans la sphère privée (...) La liberté religieuse ne peut pas être supérieure à la loi, tout ce qui est incompatible avec la loi et le sécularisme, il faut le jeter.»

«Une immigration choisie»

Autoproclamée militante des droits humains, que pense-t-elle des sorties tonitrueuses du secrétaire d'État à l'Asile et la Migration, Theo Francken (N-VA), qui appelait récemment à «renvoyer» des bateaux de migrants et «contourner» l'article 3 de la Convention européenne des droits de l'homme?

«Chacun a sa façon de communiquer. Comme il le dit, nous ne pouvons pas renvoyer les bateaux vers des pays dangereux. Les migrants qui arrivent ici et se voient refuser le droit d'asile, que deviennent-ils? Des illégaux totalement exclus qui n'auront pas les moyens de s'intégrer ni participer à la construction de la société (...) Ce n'est pas possible d'accepter tout le monde, il faut réfléchir à un modèle d'immigration choisie, en fonction des besoins du pays, et pas imposé par les passeurs.»

Le discours est clivant, la N-VA baisse dans les sondages mais Theo Francken, lui, gagne en popularité, y compris en Wallonie, selon un dernier sondage Ipsos réalisé du 29 mai au 6 juin. «Je pense que le succès de Theo Francken est aussi dû à ce qu'il fait. Il amène de la clarté et sa politique fonctionne, il fait des choix et les gens l'ont compris. Il est face à des dilemmes humains difficiles à résoudre.»